

Paris, le 2 juillet 2023

## Message de David Lisnard aux Maires de France pour une mobilisation civique contre les violences

Madame le Maire, Monsieur le Maire,

Chers Collègues,

Depuis mardi dernier, nos communes sont partout en France le théâtre de troubles graves, qui ciblent avec une extrême violence les symboles républicains que sont les hôtels de ville, les écoles, les bibliothèques, les polices municipales.

Vous êtes vous-mêmes insultés, menacés, parfois violentés et agressés dans votre chair. Beaucoup d'entre vous m'ont fait part de leur sidération devant tant de haine.

Nos concitoyens, vos habitants, qui sont les premières victimes de ces agissements, connaissent votre mobilisation sans faille ces derniers jours pour faire face, avec vos équipes et vos agents. Ils veulent le retour de l'ordre.

Au nom de l'AMF, avec tous les membres de nos instances nationales et départementales, je veux saluer votre courage, votre dévouement et votre dignité face à ces attaques insensées. Dans ces moments exceptionnels, la responsabilité que vous m'avez confiée exige mon engagement total à vos côtés pour porter la voix des maires. Vous pouvez compter sur ma détermination.

Ce mandat 2020-2026 était déjà exceptionnel par les nombreuses crises qui l'ont émaillé. Je sais la colère, la fatigue, le découragement qui peuvent s'emparer de vous et je les comprends. Je veux simplement par ces mots vous assurer du soutien et de la mobilisation de l'AMF au service de chaque commune.

Lorsque l'ordre républicain sera rétabli, et c'est la mission première de l'Etat, il faudra lucidement tirer les leçons de cette crise.

Nous devons nous y employer sans faiblesse, tant cette crise renvoie à ce que nous disons depuis longtemps sur la nécessité absolue de donner aux pouvoirs locaux les moyens et l'entière responsabilité de conduire les politiques de proximité. Au temps des injonctions descendantes doit succéder celui des libertés locales et de la responsabilité.

Pour franchir les moments difficiles que traverse notre pays, nous avons besoin du soutien des Français ; ils sont fiers du lieu où ils habitent et ils sont attachés à leur commune.

Je vous propose que nous leur donnions rendez-vous sur le perron de chaque Mairie lundi 3 juillet à midi pour partager l'Appel des maires de France pour le retour de la paix civile. Je vous joins à toutes fins utiles le texte de cet appel : sur ce lien.

D'ici là et pour les jours à venir, restons unis, solidaires et déterminés.

Vous pouvez compter sur mon engagement.

Fidèlement vôtre,

**David Lisnard**

Président de l'AMF

[Lien vers la déclaration sur ce lien](#)



## **Appel des maires de France**

Nous refusons que notre pays continue de sombrer dans le chaos. Nous refusons de regarder passivement les mairies brûler, les magasins pillés, des domiciles de maires attaqués, tous les Français victimes d'actes injustifiables de dégradations et de violences. Malheureusement, cette situation ne nous surprend pas et les maires de France alertent depuis des années sur la dégradation de notre société. Il faudra en tirer le moment venu toutes les conclusions en termes de politiques publiques nationales.

En attendant, nous enjoignons l'Etat, qui a la responsabilité du maintien de l'ordre et dont la vocation est de protéger la société, de rétablir la sécurité par tous les moyens opérationnels et en droit dont il dispose.

La mort d'un jeune homme tué à Nanterre mardi dernier a soulevé une grande émotion. La justice s'est saisie le jour même de l'affaire et a ouvert une enquête.

Depuis cette date, partout sur le territoire national, nous faisons face à un cycle inouï de violences, que rien ne peut justifier et qui trahit cette légitime émotion en la transformant en une délinquance de droit commun.

Malgré l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers, des familles sont mises en danger et doivent être évacuées. Leurs biens personnels sont détruits. Des commerces et des entreprises voient leurs locaux pillés et incendiés. Des maires sont menacés, injuriés ou frappés. Les bâtiments communaux sont saccagés.

Ces actes de violence d'une minorité sont inacceptables et pénalisent en premier lieu l'ensemble des habitants.

Par la dégradation des bâtiments publics, ils empêchent les services publics de fonctionner au service de la population.

Par les destructions d'écoles et de bibliothèque, ils sabordent les outils d'accès à la connaissance, à l'éducation et à la culture, donc à l'égalité des chances.

Par l'effet délétère des images et des réseaux, ils renforcent la stigmatisation des quartiers et des autres habitants.

Par les violences contre les élus, ils attaquent le cœur de notre démocratie. Cette dérive des comportements n'a aucune issue et ne fera qu'aggraver les difficultés que leurs auteurs prétendent dénoncer. La violence n'est jamais une solution.

Les maires sont profondément attachés à l'unité et à la cohésion de notre pays : ils y contribuent chaque jour en agissant au plus près des citoyens. Ils observent avec consternation le déchaînement de violence qu'impose au pays une minorité agissante. Mais, ils ne s'y résignent pas et sont résolus à s'y opposer.

Les Maires de France appellent donc d'abord l'Etat à rétablir l'ordre républicain : c'est sa responsabilité pleine et entière. Il ne peut y avoir de justice sans ordre.

Les maires de France appellent ensuite à une mobilisation civique de la société pour le respect de la République et de la France. Chacun doit y prendre sa part sans la responsabilité et le calme pour que le dialogue puisse reprendre.

A nous, maires, il appartiendra de tirer lucidement les leçons de cette crise, d'en décortiquer les ressorts profonds, de retisser les liens brutalement rompus et inlassablement de construire la cohésion dont notre Nation a tant besoin.

Vive la République, vive la France